

MEMOIRE

POUR *Madame Henriette de Lorraine, Abbesse de Joüarre, de l'Ordre de Saint Benoist, Dépendante immediatement du Saint Siege, Intimée, Demanderesse & Defenderesse.*

CONTRE Messire Benigne Bossuet, Conseiller du Roy en ses Conseils, Precepteur de Monseigneur le Dauphin, Premier Aumônier de Madame la Dauphine, Evêque de Meaux, Appellant comme d'abus, Defendeur & Demandeur.

Pour établir par le seul recit du fait le droit incontestable de l'Abbaïe de Joüarre, tant pour ce qui concerne son Exemption, que pour ce qui regarde l'exercice de la Jurisdiction spirituelle sur le Clergé & le Peuple de Joüarre.



'Abbaïe de Joüarre est reputée de fondation Royale; elle joüit de tous les droits & de toutes les prérogatives attachées à cette qualité; elle se trouve mesme chargée d'une ancienne redevance envers le domaine du Roy, qui se trouve reduite du temps de Louis XII. à dix livres.

Cette Abbaïe est une des plus celebres & des plus anciennes du Royaume; elle a esté regardée comme un Sanctuaire dans l'etenduë du Diocese de Meaux, parce qu'il y a plus de quarante Corps de Saints & de Saintes qui y ont esté

enterrés, & dont les Reliques precieuses ont toujours rendu ce lieu saint & venerable. Il y a eu des Evêques de Paris qui s'y sont retiré aprés s'estre déchargés du soin de leur diocese. Le Territoire de Joüarre paroit avoir esté exempt de la jurisdiction des Evêques de Meaux dês l'instant de sa premiere fondation.

Il paroit par une ancienne Chartre de l'année 1130. que l'Abbesse de Faremontier allegua l'exemption de l'Abbaïe de Joüarre, & observa que le Curé de Joüarre n'avoit point coûtume d'assister au Synode de l'Evêque de Meaux ; que cette exemption du Synode avoit eu lieu de temps immemorial.

L'Evêque de Meaux ayant entrepris sur la fin du douziéme Siecle de troubler l'Abbesse de Joüarre dans son exemption, & dans l'exercice de sa jurisdiction, obtint differens Rescrits des Papes pour obliger l'Abbesse, le Clergé & le peuple de Joüarre de se soûmettre à sa jurisdiction.

Cette entreprise donna lieu à l'Abbesse de se plaindre au Pape Innocent III. lequel ayant esté informé des privileges de l'Abbaïe de Joüarre, les confirma aprés qu'ils luy eurent esté representés, & qu'il en eut connu la validité.

L'Evêque de Meaux qui n'osa contester le Privilege, ayant allegué qu'il estoit en possession de quelques droits particuliers dans le Territoire de Joüarre, le Pape Innocent III. nomma des Commissaires en France pour s'informer de la verité des faits de possession articulés de la part de l'Evêque.

Ces faits ayant esté éclaircis, & l'instruction de la contestation ayant esté faite dans toute son étenduë, les Commissaires Apostoliques en renvoyerent la decision au Pape.

Innocent III. conserva la jurisdiction que l'Abbesse justifia luy appartenir dans le Territoire de Joüarre, & maintint l'Evêque dans l'exercice des droits dont il estoit en possession, reservant la question de la proprieté du droit à cét égard en son entier, afin que l'Abbesse pût agir au fonds, qui estoit le Petitoire.

Differens Jugemens interviennent, enfin le Pape Innocent III. estant mort, Honoré III. son successeur envoye un Legat en France à la priere du Roy.

Ce Legat qui avoit caractere & autorité pour juger ces sortes de differens, les termina entierement par une Sentence du mois de Novembre 1225.

Cette Sentence qui avoit esté precedée d'un *Compromis* passé entre l'Evêque assisté de son Chapitre, & l'Abbesse de Joüarre, du consentement du Chapitre de Jouarre, fut approuvée par toutes les parties, qui se soumirent de l'executer.

Dans le veu de cette Sentence il paroit que les Privileges de l'Abbaïe de Joüarre furent veus & communiqués à l'Evêque de Meaux.

Cette Sentence confirme l'ancienne exemption de l'Abbaïe de Joüarre, & les droits de jurisdiction qui luy appartenoient dans le mesme Territoire. Tous ces faits sont prouvés par les pieces imprimées à la fin du Memoire.

L'Archevêque de Sens qui estoit Metropolitain, voulut contester ce qui avoit esté decidé avec l'Evéque de Meaux qui estoit alors son Suffragant, la contestation fut terminée avantageusement pour l'Abbesse de Joüarre, par des Juges qui furent commis & députés par le mesme Legat qui estoit encore en France.

Ce Jugement fut confirmé par le Pape Gregoire IX. en 1230.

L'Abbaïe de Joüarre a joüi depuis ce temps-là paisiblement & sans aucune interruption de sa liberté, & de la jurisdiction.

La continuité de cette possession ne se trouve interrompuë par aucun Acte de la part des Evêques de Meaux ; c'est *un fait* convenu & non contesté.

Si l'Abbesse de Joüarre ne rapporte pas des Actes plus anciens que 1450. ce defaut qui vient d'une force majeure ne donne point d'atteinte à sa possession, puisque l'Evêque de Meaux ne fait point voir qu'il ait exercé aucun Acte *durant tout ce temps.*

L'incendie arrivée du temps de Charles VII. dans l'Abbaye de Joüarre, le feu mis à une Tour où les Titres de l'Abbaye avoient esté mis comme dans un lieu de seureté, n'est pas un fait inventé à plaisir ; la verité en est soûtenuë par une ancienne information faite du temps de Loüis XII. en temps non suspect, & mesme à l'occasion de la diminution que l'Abbesse demanda au Roy d'une redevance qu'elle devoit à son Domaine.

Depuis le temps de l'incendie on rapporte une infinité d'Actes de possession tres-contradictoires avec les Evêques de Meaux, & jusqu'à present aucun Evesque n'a paru dans le Territoire de Joüarre, mesme dans des *occasions les plus indifferentes, qu'il* n'ait donné des reconnoissances authentiques des droits & des privileges de l'Abbaye de Joüarre.

Pour ne pas trop s'étendre dans l'énumeration de ces Actes, qui s'ils estoient expliqués en détail pourroient composer un volume, on rapportera icy les principaux, dont Monsieur l'Evesque de Meaux n'a pas osé contester l'induction, parce qu'il n'a pû y rien opposer.

En l'année 1457. Jean Evesque de Meaux ayant formé le dessein d'aller rendre quelquefois des visites de ceremonie à Jeanne de Melun Abbesse de Joüarre, donna une Declaration, par laquelle il reconnut que s'il faisoit quelques fonctions dans le Territoire de Joüarre, en donnant la Tonsure à quelqu'un de son Diocese, il ne pretendoit point préjudicier à la jurisdiction spirituelle de l'Abbesse, ny à ses privileges d'exemption.

Les termes sont importans à observer.

Verùm si nobis ad eandem Dominam & in suo Monasterio seu suà jurisdictione spirituali existentibus, ad nos justiciabiles nostri confluxerint, à nobis Tonsuram Clericalem petituri, & in Clericos in jurisdictione spirituali ejusdem Dominæ & Abbatissæ ordinentur à nobis; Nolumus suis privilegiis & libertatibus à Summis Pontificibus concessis ullatenus derogare. Et ensuite declarant plus précisément ses intentions, il ajoûte qu'il veut que les Privileges de l'Abbaye de Joüarre soient conservés en leur entier.

Volumus Privilegia ejusdem Monasterii manere inconcussa, & in suo vigore perpetuò duratura.

Il paroist qu'en l'année 1461. un Clerc demeurant dans le Territoire de Joüarre, ayant esté cité devant l'Official de Meaux, l'Abbesse en ayant esté informée, prit cet Acte qui alors pouvoit avoir esté fait par inadvertance, pour un trouble dans sa jurisdiction: elle obtint, suivant qu'il se pratiquoit, des Lettres de complaintes, dans lesquelles elle expliqua tous ses droits.

Qu'elle avoit un Official & un Promoteur pour l'exercice de sa jurisdiction spirituelle.

Qu'elle estoit exempte de la jurisdiction de l'Evesque aussi bien que les Clercs de sa dépendance.

Qu'elle en estoit en possession depuis 3. & 400. ans & plus, & fit assigner l'Official pour reparer le trouble qui luy avoit esté fait.

Le trouble fut aussi tost reparé.

En 1479. il se forma contestation entre l'Evesque de Meaux &

& l'Abbesse de Joüarre sur le partage du Territoire de Baleaux; l'Evesque pretendoit que la plus grande partie estoit de son Territoire, l'Abbesse au contraire.

Ce qui est à observer est, que le droit de l'Abbesse estoit si notoire, qu'on ne contestoit ny sa jurisdiction ny son exemption, mais toute la contestation avec l'Evesque estoit reduite seulement sur l'étenduë de sa jurisdiction.

Enfin l'Evesque transige avec l'Abbesse, & il convient qu'il y aura un costé qui sera de la jurisdiction spirituelle de l'Abbesse de Joüarre, & que l'autre costé luy appartiendra.

En l'année 1492. l'Abbaye de Joüarre ayant vacqué, les Religieuses élurent une Abbesse.

L'élection de l'Abbesse de Joüarre fut envoyée à Rome, & confirmée par le Pape Alexandre VI. L'Abbaye est qualifiée sujette immediatement au Saint Siege; & si elle avoit esté soumise à l'Evesque, la confirmation de l'élection luy auroit appartenu; l'execution de ces mesmes Bulles est commise & deleguée à l'Abbé de Rebais.

Le Pape Alexandre VI. ajoûte une clause fort importante, qui est que l'Abbesse de Joüarre se pourra addresser, à tel Evéque qu'elle voudra choisir pour recevoir la Benediction.

Vt à quocumque Antistite gratiam & communionem Sedis Apostolicæ habente benedictionem recipere valeas, ipseque Antistes tibi impertiri liberè & licitè possit, eisdem auctoritate & tenore indulgemus.

Toutes les Bulles des Abbesses contiennent presque la mesme clause; il y en a quelqu'une dont la fulmination a esté adressée à l'Official de Meaux, qui n'a point protesté en executant ces Bulles contre la clause, qui contenoit l'exemption de la jurisdiction de l'Evéque de Meaux, & la sujetion immediate au S. Siege.

En l'année 1496. le 9. Septembre, un Doyen Rural de l'Evéché de Meaux reclama un Clerc qui estoit prisonnier dans les Prisons de Jouarre, & pretendit qu'il estoit domicilié hors le Territoire de Jouarre; & parce que le Concierge des Prisons ne défera pas à ses ordres, il l'excommunia: l'Abbesse de Jouarre informée de ce qui avoit esté fait par le Doyen Rural, se pourvut pardevant le Bailly de Meaux ou son Lieutenant, & forma complainte, representa qu'elle avoit un Official & un Promoteur, & que si quelqu'un dépendant de sa jurisdiction n'avoit pas fait son devoir, on pouvoit l'attaquer devant son Juge.

Elle allegua pour moyens dans son Exploit, la possession immemoriale dans laquelle elle estoit de son exemption & de sa jurisdiction.

Le Doyen Rural n'osa pas contester les faits de cette possession qui estoit notoire dans le Diocese de Meaux, mais il voulut s'excuser sur ce qu'ayant esté excedé, il avoit declaré au Concierge de Jouarre qu'il estoit Prêtre, & qu'il devoit se contenir, & que faute d'avoir deferé à ses monitions, il l'avoit declaré excommunié.

Sur cette contestation intervint Sentence contradictoire, par laquelle l'Abbesse fut maintenuë & gardée dans sa possession, & en consequence la monition ou excommunication prononcée par le Doyen Rural, fut cassée & annullée, & le Doyen condamné aux dépens.

L'execution de cette Sentence est prouvée par une Commission qui fut obtenuë le 25. Mars 1497. à l'effet de faire assigner le Doyen pour voir taxer les dépens.

Un Clerc justiciable de l'Abbaïe de Jouarre fut cité en l'année 1502. pardevant l'Official de Meaux, il fut revendiqué par l'Abbesse qui se plaignit de l'entreprise qu'on avoit voulu faire sur sa jurisdiction; l'Evéque prit le fait & cause de son Official; enfin l'Avocat & le Procureur de l'Evéque de Meaux reconnurent la justice du Privilege & de la possession de l'Abbesse de Jouarre, declarerent qu'ils n'avoient moyen pour empescher que l'Abbesse de Jouarre fût maintenuë & gardée dans ses droits & possession, il intervint la Sentence conforme le 12. Aoust 1502.

Le Pape Clement VII. en l'année 1525. confirma l'exemption de l'Abbaye de Jouarre.

Magdelaine d'Orleans sœur naturelle du Roy François Premier, & Abbesse de Jouarre, estant decedée, l'Evéque de Meaux nommé Jean Debus, desira faire la ceremonie des funerailles en 1543. mais en mesme temps il donna un acte, par lequel il declare qu'il ne pretendoit point préjudicier à l'exemption ny aux droits de l'Abbaye de Jouarre, & que ce n'estoit qu'à la priere de Mad. de Givry sa niéce, qu'il avoit fait la ceremonie.

En l'année 1546. un Particulier nommé Bruslefer, Vicaire de la Paroisse de Jouarre, fut impliqué dans une accusation criminelle, il y eut un Decret contre luy decerné par le Lieutenant Criminel de Meaux, il se presenta, & remontra qu'il estoit justi-

ciable de l'Official de Jouarre, demanda ſon renvoy pardevant luy, comme eſtant ſon Juge Eccleſiaſtique.

Sa Requeſte communiquée au Subſtitut de Monſieur le Procureur General, aprés qu'il eut reconnu la qualité de l'Accuſé qui eſtoit Vicaire de la Paroiſſe de Jouarre, il conſentit le renvoy pardevant l'Official de Jouarre, ce qui fut accordé.

Aprés la mort de Magdelaine d'Orleans, Louiſe de Longwi ou de Givry ſa niece ayant eſté pourvûë de l'Abbaye de Jouarre, l'Eveſque de Meaux l'inſtala; & dans le Procés verbal qu'il en dreſſa luy-meſme, il declare qu'il n'agit que comme Commiſſaire délegué du Pape, *In hâc parte à Summo Pontifice delegatus & commiſſus.*

Il ne proteſta point auſſi contre la qualité inſerée dans la Bulle, que l'Abbaye eſtoit ſujette immediatement au Saint Siege.

Ce qui eſt encore de plus important à obſerver eſt, qu'en préſence du meſme Eveſque de Meaux, qui n'avoit fait que la ceremonie de l'inſtalation, le Cardinal de Givry donna la Benediction à la nouvelle Abbeſſe, & reçut d'elle le ferment d'obeïſſance envers le Saint Siege; & le meſme Cardinal de Givry ſe qualifie auſſi Commiſſaire du Pape; *auctoritate Apoſtolicâ ad hoc commiſſus & deputatus.*

En la meſme année 1543. un Gentilhomme Seigneur de Nolongue ayant fondé une Chapelle dans le Territoire de Joüarre, la fondation fut acceptée par l'Abbeſſe de Joüarre, qui s'en reſerva la Collation ſur la preſentation qui en ſeroit faite par le Seigneur Laïque.

En l'année 1552. un des bas côtés de l'Egliſe de Joüarre eſtant tombé, l'Abbeſſe le fit rétablir, & changea le lieu du Cimetiere : elle pria l'Eveſque de Philadelphe de faire la Benediction de ces lieux, l'Eveſque de Meaux fut preſent à cette ceremonie faite par l'Eveſque de Philadelphe, ſans ſe plaindre que ce fût une entrepriſe dans ſon Territoire.

En l'année 1572. Madame Louiſe de Bourbon ayant eſté pourvuë de l'Abbaye de Joüarre, la fulmination de ſes Bulles fut adreſſée aux Officiaux de Paris, Senlis ou Meaux.

L'Official de Meaux les fulmine comme Commiſſaire délegué du Pape, l'Abbaye y eſt qualifiée comme dans toutes les autres Bulles, ſujette immediatement au Saint Siege : l'Official

de Meaux insere cette qualité dans son Procês verbal, & reçoit le serment de l'Abbesse, de soumission & de dépendance au Saint Siege.

En l'année 1588. la nouvelle Eglise de Joüarre est consacrée & dédiée par l'Evesque de Digne, qui declare dans son Procês verbal qu'il avoit esté mandé par Madame de Bourbon pour faire cette ceremonie, parce que son Abbaye estoit exempte de la jurisdiction de l'Evesque de Meaux, l'Official de Joüarre assiste à la ceremonie.

Voila un acte bien authentique exercé par un Evesque étranger peu de temps aprés le Concile de Trente & l'Ordonnance de Blois qui est de l'année 1580.

Madame Jeanne de Lorraine pourvuë en 1611. de l'Abbaye de Joüarre, reçoit la Benediction de Monsieur de Cospean Evêque de Nantes.

Comme elle ne fut pourvuë que par Coadjutorie, Madame Jeanne de Bourbon qui estoit l'ancienne Abbesse estant decedée, l'Official de Meaux la mit en possession, & declara dans son Procês verbal, que l'Abbaye de Jouarre estoit exempte, & qu'il n'agissoit que comme Delegué du Saint Siege.

En l'année 1631. l'exemption de l'Abbaye de Jouarre fut attaquée, un Curé assigna l'Abbesse de Jouarre devant l'Official de Meaux, pretendant qu'elle avoit usurpé quelques dixmes dans l'etenduë de sa Paroisse.

Il la poursuivit au Petitoire pour l'obliger de s'en desister, l'Official de Meaux voulut retenir la connoissance de ce different, nonobstant que l'Abbesse de Jouarre eût allegué son exemption.

Elle interjetta appel comme d'abus en la Cour de cette procedure : Monsieur l'Avocat General Talon remontra, que l'exemption de l'Abbaye de Jouarre estoit notoire, qu'elle estoit inserée dans le corps du Droit Canonique, qu'elle ne pouvoit estre contestée, & conclut à ce que la citation faite devant l'Official de Meaux, & la procedure fût déclarée abusive.

La Cour conformément à ces sages Conclusions rendit son Arrest le 26. May 1631. par lequel elle declara la procedure faite en l'Officialité de Meaux abusive, & renvoya les parties pour proceder devant le Chancelier de Sainte Geneviéve Conservateur des Privileges Apostoliques : l'Arrest est rapporté dans le

premier

premier Tome du Journal des Audiances ; il a esté levé au Greffe de la Cour, & est imprimé à la fin du Memoire.

En l'année 1639. Madame de la Trimoüille ayant esté pourvuë de l'Abbaye de Jouarre, l'Official de Paris fulmina ses Bulles, & commit ou subdelegua ensuite l'Official de Meaux pour l'installer & la mettre en possession.

On a toujours eu tant de delicatesse dans l'Abbaye de Joüarre sur les moindres Actes qui pouvoient ressentir tant soit peu l'exercice de la jurisdiction des Evesques de Meaux, qu'on a esté toujours en garde pour empescher qu'il ne s'en fist aucun.

C'est ce qui obligea les Religieuses de Joüarre de demander à l'Official de Meaux une declaration, qu'il ne pretendoit point donner atteinte à l'exemption de l'Abbaye de Joüarre ; ce qu'il fit, bien que ce ne fût qu'une précaution surabondante, parce qu'executant une Commission Apostolique, il n'agissoit point par puissance ordinaire, & comme l'on dit, *jure ordinario.*

Madame Henriette de Lorraine a esté pourvuë de l'Abbaye de Joüarre dans la mesme forme que celles qui l'ont precedé.

Et durant tout le temps de son administration il ne se trouvera point qu'il y ait eu aucun Acte de jurisdiction exercé par les Evesques de Meaux.

En l'année 1680. le Roy sollicita un Bref en Cour de Rome, qui establit Monsieur l'Archevesque de Paris Superieur & Visiteur de l'Abbaye de Joüarre. Ce Bref a esté accepté par le Roy, & sa Majesté en a ordonné l'execution par Arrest de son Conseil d'Etat du 27. Avril 1680.

Ce Bref a esté accepté aussi par Monsieur l'Archevesque de Paris, & executé par luy : il a pourvu par ses sages conseils & par son autorité à tout ce qui estoit necessaire pour maintenir la discipline reguliere dans l'Abbaye de Jouarre, & il se trouve encore en estat de faire tout ce qu'il jugera à propos de faire pour le bien & l'avantage de ce Monastere.

Voila succintement les principaux Actes qui declarent avec évidence la possession paisible, continuée sans interruption, dans laquelle se trouve l'Abbesse de Jouarre, de son exemption ; & à tous ces Actes elle joint encore la preuve qui resulte de ce que Monsieur l'Evesque de Meaux ne sçauroit rapporter le moindre Acte qui marque seulement qu'aucun de ses predecesseurs ait exercé quelque jurisdiction sur l'Abbaye de Jouarre.

Voila ce qui concerne l'exemption ; il y a le droit de jurisdiction qui s'exerce dans le Territoire de Jouarre, sur le Clergé & sur le Peuple : il y a la Collation de la Cure de Jouarre qui appartient à l'Abbesse.

Pour donner une idée à la Cour du Fait, parce que dans ce Memoire on n'a point voulu mesler aucun raisonnement, afin de ne point mesler les Faits avec le Droit, qu'on expliquera par un Memoire separé servant de Réponse aux Objections : il faut observer ce qui s'est toujours pratiqué dans le Territoire de Jouarre.

Il y a un Chapitre Ecclesiastique & Seculier, qui est composé d'environ douze Chanoines & de quelques Chapellains : il y a aussi une Cure dans le lieu de Jouarre, & environ cinquante ou soixante maisons.

Voila ce qui compose précisément le Clergé & le Peuple de Jouarre.

L'Abbesse est en droit & possession de choisir un Grand Vicaire, lequel a soin de visiter la Cure, d'assembler tous les ans les Ecclesiastiques qui forment le Chapitre, pour examiner si le Service Divin s'acquitte avec la décence convenable, & s'il n'y a rien à redire dans les mœurs & dans la conduite des particuliers : il fait quelques Reglemens, s'il trouve qu'il soit à propos d'en faire.

L'Abbesse choisit un Official, un Promoteur & un Greffier pour l'exercice de la jurisdiction contentieuse.

Elle confere de plein droit tous les Canonicats & la Cure de Saint Martin de la Ville de Jouarre : elle a plusieurs autres Cures à sa presentation. Le droit de conferer les Canonicats ne luy est point contesté par Monsieur l'Evesque de Meaux, il n'y a que celuy de conferer la Cure qu'il a voulu contester. De tous ces droits les Abbesses de Jouarre se trouvent encore en possession qui n'a jamais esté interrompuë.

Dans les Actes qui ont esté cy-dessus rapportés en expliquant l'exemption, l'on trouve que l'Abbesse de Jouarre a plusieurs fois allegué contre les Evesques de Meaux, qu'elle avoit un Official & une jurisdiction spirituelle : en *1479.* le partage du Territoire de Baleaux en establit un aveu & une reconnoissance.

L'exercice public de cette jurisdiction se prouve par les Registres de l'Officialité, qui sont rapportés en bonne forme de-

puis 1509. jusqu'à present : dans ces Registres il y a des Actes de visite de la Cure.

Il y a d'anciennes Institutions de Grands Vicaires de l'année 1518. des Provisions d'Official & de Promoteur aussi tres-anciennes.

Si on vouloit calculer tous les Actes inserés dans ces Registres de l'Officialité de Jouarre, on en pourroit compter plus de deux mille, qui sont autant d'Actes, qui separément establiroient la preuve du fait de l'exercice de la jurisdiction.

On rapporte d'anciens comptes de la Fabrique de l'Eglise de Jouarre rendus pardevant l'Official, il y en a de 1520. & des années subsequentes, jusqu'en 1588. & 1589.

Il y a grand nombre d'assemblées tenuës par les Grands Vicaires de l'Abbaye, dans lesquelles on a reglé tout ce qui estoit à faire pour la Police & pour la Discipline.

Il y un Hôtel-Dieu dans le lieu de Joüarre, les comptes des revenus en ont esté toujours rendus pardevant l'Official de Joüarre. Il y a eu Arrest contradictoire rendu au Grand Conseil le 29. Novembre 1635. qui a maintenu l'Abbesse de Jouarre dans ce droit & possession.

Les Chanoines de Jouarre n'ayant pas executé les Ordonnances de Madame de Jouarre, cela forma une contestation qui fut portée au Conseil Privé du Roy, où il intervint Arrest sur le Veu des Privileges de l'Abbesse de Jouarre, qui maintient l'Abbaye de Jouarre en tous ses droits & possession ; l'Arrest est du 9. Decembre 1642.

En l'année 1648. le 3 Decembre, la Cour par Arrest contradictoire, sur la requisition du Promoteur en l'exemption de l'Abbaïe de Jouarre, renvoya un Chanoine devant l'Official de Jouarre.

En 1655. le 13. Aoust, les Chapellains ayant voulu troubler le sieur Maréchal Docteur en Theologie, que Madame de Jouarre avoit établi pour Official, il intervint Arrest au Conseil Privé du Roy, qui condamna les Chanoines, qualifiés dans l'Arrest du nom de Chapellains, de se soumettre à l'Official étably par Mad. l'Abbesse de Jouarre, à peine de prison, de privation de leurs Benefices, & de deux mille livres d'amande.

Le mesme Arrest les condamne aux dépens.

On rapporte une infinité d'autres Actes, qui prouvent l'exercice paisible de la jurisdiction.

Pour ce qui eſt de la collation de la Cure Saint de Martin de Jouarre, l'on raporte des Proviſions continues depuis 1498. juſqu'à preſent.

Il y a des Preſentations faites à d'autres Cures, qui ne ſont point de la dépendance & de la juriſdiction de Jouarre, dans toutes leſquelles l'Abbeſſe a toujours pris la qualité d'exempte, & de ſoûmiſe immediatement au S. Siege.

Monſieur l'Evéque de Meaux n'a qu'à rapporter toutes les inſtitutions qui ont eſté accordées par ſes predeceſſeurs ſur les preſentations des Abbeſſes de Jouarre, elles ſont dans ſon Secretariat, on verra s'il y a des proteſtations faites contre la qualité qui a eſté toujours priſe par les Abbeſſes de Jouarre, de ſujettes immediatement au S. Siege.

Le refus qu'on a fait en la petite Chancellerie par l'autorité de Monſieur l'Evéque de Meaux, d'expedier des Lettres de compulſoire, qui ſont de juſtice, a mis Madame l'Abbeſſe de Joüarre hors d'état de pouvoir envoyer compulſer les Actes qui ſont à ſon avantage, qui ſont gardés dans le Secretariat de l'Evéché de Meaux.

Voilà une poſſeſſion la plus conſtante & la mieux juſtifiée qu'on puiſſe établir, qui eſt d'autant plus juſte, qu'elle n'a jamais eſté interrompuë. Monſieur l'Evéque de Meaux ne raporte aucun Acte d'interruption ; ainſi s'agiſſant d'une complainte, il n'y a qu'à prononcer ſuivant l'Edit du Preteur, *uti poſſidetis, ita & poſſideatis.*

Me ANTOINE VAILLANT Avocat.

EPISTRE DECRETALE du Pape Innocent III.

Dilectis filiis Longipontis Suessionensis & Sancti Justi Belvacensis Diœcesum Abbatibus, & Magistro G. Archidiacono Suessionensi.



N nostrâ præsentiâ constitutus dilectus filius venerabilis fratris nostri Meldensis Episcopi Procurator proposuit coram Nobis, quòd cùm Jotrense Monasterium à suæ fundationis tempore fuerit Ecclesiæ Meldensi subjectum, ita quod Meldensis Episcopus tam in benedictione & obedientiâ Abbatissæ, quàm consecratione Altarium & Ecclesiarum, velatione Virginum, Clericorum ordinatione, procurationibus, pœnitentiis imponendis pro majoribus criminibus, ac aliis in Monasterio ipso & Villa Jotrensi, Episcopalem jurisdictionem consueverit exercere, Abbatissa quæ Monasterio modò præest, debitam ei obedientiam & reverentiam, & procurationes quæ ipsi & prædecessoribus ejus fuerunt exhibitæ denegans, Presbyterum etiam, Clericos & Laïcos Villæ Iotrensis ab ejus obedientiâ revocavit: cùmque propter hæc idem Episcopus suam ad Nos querimoniam destinasset, venerabili fratri nostro Parisiensi Episcopo, & dilecto filio Abbati Latiniacensi causam commisimus terminandam. Coram quibus cùm restitutionis beneficium super Abbatissæ obedientiâ & jurisdictione quam prædecessores ejus in Monasterio & Villa Iotrensi exercuerant, postulasset; Procurator Monasterii & hominum Villæ prædictæ multa proposuit contra eum, quæ quoniam Iudices reputarunt frivola, sicut erant, Procurator ipse ad nostram Audientiam appellavit. Iudices verò appellationi frustratoriæ nullatenus deferentes, præsertim cùm per litteras nostras sublatum fuisset partibus diffugium appellandi, in Abbatissam excommunicationis, & tam Clerum quàm Populum Villæ Iotrensis interdicti sententias protulerunt, & mandaverunt postmodum

Voila quelle est la pretention de l'Evêque de Meaux, son Procureur explique les mêmes moyens que propose à present son Avocat.

Preuve que l'Abbesse de Joüarre contestoit formellement & sa jurisdiction, & sa dépendance.

Preuve que l'Abbesse pretendoit aussi avoir jurisdiction sur le Curé de Joüarre, le Clergé, & le Peuple.

C'est toujours le Procureur de l'Evêque qui parle.

A

Preuve que ny l'Abbesse, ny le Clergé, ny le Peuple ne se croyoient pas soumis à l'Evêque.

C'étoit l'Evêque de Meaux qui étoit sa partie.

Icy commencent les Moyens proposés de la part de l'Abbesse de Joüarre.

Preuve que la jurisdiction luy appartenoit dés ce temps-là.

L'Abbesse de Joüarre alleguoit son exemption, & declina la jurisdiction de l'Evêque de Paris

L'Abbesse avoit demandé un delay pour representer son Privilege. Preuve qu'elle l'avoit alors.

L'Abbesse disoit que l'Evêque de Paris luy étoit suspect.

Preuve que les Bulles precedentes, dont on a fait tant

utramque sententiam per vicinas Ecclesias publicari. Sed nec Abbatissa se pro excommunicata habuit, nec Clerus & populus interdicti sententiam servarunt. Verùm quoniam eos citare cœperunt, aliqui vicinorum per Nuncios ad Sedem Apostolicam destinatos ad venerabilem fratrem nostrum Cathalanensem Episcopum tunc electum, & dilectum filium Abbatem Trium-fontium sub certâ formâ litteras impetrarunt: qui, licèt pars Monasterii nullam exceptionem probaverit quas proposuerat coram Nobis, prædictam sententiam relaxarunt, certum terminum partibus præfigentes quo se nostro conspectui præsentarent. Petebat igitur Procurator Episcopi pro Episcopo memorato ante omnia beneficium sibi restitutionis impendi, cùm non deberet causam ingredi spoliatus, & canonicè tam Abbatissam quàm Clericos & Laïcos Iotrensis villæ puniri, quia latam in se sententiam non servarant. Cæterùm Procurator partis alterius proposuit ex adverso, quod cùm Monasterium Iotrense plenâ gaudeat libertate, ac in villa Iotrensi tam spiritualem quàm temporalem jurisdictionem habeat Abbatissa, sicut prædecessorum nostrorum privilegia Monasterio concessa Iotrensi pleniùs manifestant, prædictus Episcopus non ignarus eorum Monasterium & villam Iotrensem per litteras ad prædictos Iudices impetratas graviter molestavit. Coram quibus per Procuratorem proprium pars eadem constituta, non contestando litem, sed excipiendo potius contra eos, libertatem suam & jus Sedis Apostolicæ allegavit, adjiciens quod cùm venerabilis frater noster, Hostiensis Episcopus, tunc Apostolicæ Sedis Legatus, ipsius privilegia cognovisset, electam à Monialibus benedixerat Abbatissam, & professionem ab ea pro Nobis & Ecclesiâ Romanâ receperat, & solitum etiam juramentum. Verùm cùm Iudices delegati & Assessores eorum postulatas ab Abbatissa, & . . . . inducias ad exhibenda libertatis privilegia denegassent, Procurator earum ad Sedem Apostolicam appellavit; excipiens contra Iudices delegatos, quod cùm prædictus Parisiensis Episcopus adversus dilectum filium Abbatem sanctæ Genovefæ movisset similem quæstionem, erat ei de jure suspectus, cùm vix credibile videretur quod aliam sententiam promulgaret quam vellet in simili pro se ferri. Præterea cùm sine Conjudice suo interloqui voluisset, licèt pars Abbatissæ illum peteret expectari, ex hoc quod notam surreptionis incurrerat apud ipsas & suum induxerat in suspicione collegam, quem asseruit quicquid vellet ipse facturum: insuper cum de privilegiis Apostolicæ Sedis nullam facerent mentionem, & per privilegia ipsa suam defenderet Monasterium libertatem, non cogebatur ad

prædictas litteras respondere. Cæterùm Iudices nec appellationi ad Nos interpositæ, nec propositis exceptionibus deferentes, ex communicationis in Abbatissam, & in Clerum & Populum interdicti sententias protulerunt. Nuntiis ergo Iotrensis Ecclesiæ in nostra præsentia constitutis, Nobisque Privilegium Apostolicum ostendentibus, per quod constabat Iotrense Monasterium ad Romanam Ecclesiam specialiter pertinere, quia pro parte altera non comparebat sufficiens responsalis, licèt diutius fuerit expectatus, quamvis nuntius quidam simplex prædicti Parisiensis & Conjudicis sui Nobis litteras præsentasset, Privilegium Ecclesiæ Iotrensi concessum duximus innovandum, ita tamen quod per innovationem ipsius nihil accresceret juris ipsi ultra id quod ei per antecessorum nostrorum privilegia fuerit acquisitum, cùm per hoc non novum jus ipsi concedere, sed antiquum vellemus potius conservare. Quia verò de prædictis exceptionibus Nobis non poterat fieri plena fides, prædictis Cathalaunensi Episcopo & Abbati Trium-fontium dedimus in mandatis, ut si pars Iotrensis Ecclesiæ illis vel aliis probandis instaret circa sententias memoratas, partibus convocatis audirent quæ proponerentur utrinque; & si constaret sententias ipsas post appellationem ad Nos legitimè interpositam fuisse prolatas, denuntiarent eas sublato appellationis obstaculo non tenere: quòd si aliàs minùs rationabiliter essent latæ, ipsas exigente justitiâ revocarent, alioquin cùm propter contumaciam tantùm promulgatæ fuissent, tam ab Abbatissa quàm ab aliis à quibus exigenda viderent, juratoriam reciperent cautionem, quod super iis ad mandatum Apostolicum juri starent, & sic relaxarent sententias memoratas, ad majorem cautelam facientes idipsum, si Abbatissa fugiens strepitum quæstionum, ab exceptionum suarum probatione cessaret. Ad hæc, cùm nollemus ut de privilegiis Romanorum Pontificum alii de facili judicarent, eisdem dedimus in mandatis, ut si de jure suo vellet Meldensis Episcopus experiri, præfigerent partibus terminum competentem, quo per se vel procuratores idoneos nostro se conspectui præsentarent. Vnde cùm Abbatissa strepitum judiciorum evitans, exceptiones probare propositas noluisset, Iudices juxta mandatum Apostolicum procedentes, prædictas sententias relaxarunt. Cùm ergo propter hoc mandaverimus partes ad nostram præsentiam desti-

d'ostentation en l'Audience, étoient obreptices & subreptices, parce qu'on n'avoit point fait mention de l'exemption de l'Abbaïe de Joüarre.

Le Privilege étoit alors dans la possession de l'Abbesse de Joüarre, il fut exhibé au Pape Innocent III. qui étoit tres-capable.

Le Pape Innocent IV. sur ce chapitre observe que la raison qui porta Innocent III. à confirmer ainsi le Privilege, fut parce qu'il étoit certain & ne pouvoit être contesté; & si la confirmation du Privilege avoit été faite en d'autres termes, on auroit pu pretendre que l'ancien n'étoit pas valable, & qu'il avoit été revalidé par la confirmation qui en avoit été faite.

L'on voit en cet endroit le sens veritable du chapitre, *ex parte, extra de Privilegiis*, & que l'Evêque élu de Châlons ne fut pas commis pour examiner le Privilege, puisqu'il avoit été confirmé; mais pour juger si les Sentences renduës par l'Evêque de Paris avoient été renduës avec precipitation, & au préjudice de l'appel interjetté au S. Siege.

Preuve que le Pape n'excluoit pas l'Evêque de Meaux d'attaquer le Privilege par des actes d'une possession contraire.

Marque que l'Evêque de Meaux inquietoit l'Abbesse, même sur les droits temporels.

nari, quia judicari de privilegiis Sedis Apostolicæ per alios nolebamus, & per privilegia, non possessio, sed proprietas potius demonstretur, Procurator Monasterii asserebat quòd super proprietate venerat tractaturus, nec tenebatur super restitutionis articulo respondere. Præterea idem Episcopus mercato quodam confirmato Iotrensi Monasterio per Sedem Apostolicam illud temere spoliarat, cùm sub pœna excommunicationis inhibuit, ne quis illud proüt solitum fuerat frequentaret; sic quod Iotrensi Ecclesiæ non modica damna intulerat & jacturas. Idem etiam Episcopus à quibusdam Iotrensis Ecclesiæ non modica, quos absolvere propriâ temeritate præsumpserit, exegit, in Monasterii præjudicium, juramentum, quod durante interdicto Iotrum de cætero non redirent. Nos igitur attendentes, quòd etsi de privilegiis antecessorum nostrorum non mandaverimus, sed quodammodo inhibuerimus per alios judicari, volentes Nobis eorum judicium reservare; quia tamen adjecimus ut si prædictus Episcopus de jure suo vellet forsitan experiri, præfigeretur partibus terminus quo se nostro conspectui præsentarent, & non tantùm ad proprietatem, sed etiam ad possessionem se habeat verbum juris, Discretioni vestræ per Apostolica scripta mandamus, quatinus cùm lis tam super Episcopi spoliatione quàm impedimento fori coram Nobis fuerit contestata, quæ super præmissis proposita fuerint audiatis, & recipiatis appellatione remotâ tam instrumenta quàm testes, depositiones publicetis & examinetis legitimè, ac si partes consenserint, ad sententiam procedatis; alioquin causam sufficienter instructam ad Nos remittere procuretis, statuentes terminum competentem partibus quod recepturæ sententiam per se vel responsales idoneos nostro se conspectui repræsentent. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratiâ, odio & timore subtraxerint, per censuram ecclesiasticam, appellatione cessante, cogatis veritati testimonium perhibere, nullis litteris obstantibus præter assensum partium à Sede Apostolica impetratis. Quòd si non omnes iis exequendis posueritis interesse, duo vestrûm ea nihilominus exequantur. Datum Anagniæ xi. Kal. Ianuar. Pontificatus nostri anno sexto.

Cette datte revient à l'année 1204.

Autre

Autre Decretale du Pape Innocent III. tirée de son Registre.

Dilectis filiis Decano Sancti Thomæ Crispiacensis Silvanectensis Diœcesis, Germundo Canonico Suessionensi, & Magistro Gerardo de Sancto Dionysio Canonico Noviomensi.

Olim inter procuratores venerabilis fratris nostri Meldensis Episcopi, & dilectæ in Christo filiæ Abbatissæ Iotrensis, lite in auditorio nostro legitimè contestatâ tam super obedientiâ quam dictus Episcopus ab eâdem Abbatissâ conquerebatur sibi esse subtractam in consecratione Altarium, dedicatione Ecclesiarum, velatione Virginum, ordinatione Clericorum, exhibitione procurationum, & pœnitentiis pro majoribus criminibus imponendis, ac aliis quæ in Monasterio & villa Iotrensi Meldensis Episcopus consueverat exercere, quàm impedimento fori, super quo Abbatissa conquerebatur per ipsum Episcopum illatas sibi & Monasterio suo graves injurias & jacturas; Nos examinationem hujus negotii dilectis filiis Longipontis & Sancti Iusti Abbatibus, & Magistro G. Archidiacono Suessionensi duximus committendam, qui auditis confessionibus, receptis testibus, & allegationibus intellectis, causam ipsam sufficienter instructam cum quorumdam instrumentorum rescriptis ad nostrum remiserunt examen, præfigentes partibus terminum competentem quo recepturæ sententiam nostro se conspectui præsentarent. Partibus igitur in nostrâ præsentiâ constitutis, postquam de meritis causæ fuimus sufficienter instructi, de fratrum nostrorum consilio, restitutionem obedientiæ super præscriptis capitulis, salvâ quæstione proprietatis, adjudicavimus Episcopo faciendam, illis duntaxat exceptis super quibus in clero & populo villæ Iotrensis asserebat obedientiam sibi fuisse subtractam; super quibus ab impeditione Episcopi quoad judicium possessorium absolvimus Abbatissam, eundem Episcopum nihilominus absolventes super impetimento fori de quo eum ad restitutionem damnorum impetierat Abbatissa. Quocirca Discretioni vestræ per Apostolica scripta

Cet endroit justifie que tous les faits de possession articulés de la part de l'Evêque de Meaux se reduisoient à la consecration des Autels, à la benediction des Eglises, à la ceremonie usitée en ce temps-là de donner le voile aux Religieuses, & au droit d'imposer des penitences pour les grands crimes.

L'Abbesse se plaignoit toujours, que l'Evêque avoit fait de grandes entreprises sur ses droits.

Preuve que les Commissaires delegués dans la precedente Decretale n'avoient rien decidé, & avoient renvoyé le procês tout instruit au Pape pour le juger.

L'Evêque fut maintenu dans la possession des droits cy-dessus articulés.

La question reservée au fond de sçavoir s'il avoit eu droit de les exercer : mais il fut debouté de la pretention pour l'exercice de la jurisdiction sur le Peuple & sur le Clergé de Joüarre.

mandamus, quatenus prælibatam sententiam per censuram Ecclesiasticam facientes firmiter observari, postquam idem Episcopus fuerit restitutus, audiatis quæ super jure proprietatis proposita fuerint coram vobis, & causam sufficienter examinatam ad audientiam nostram fideliter remittatis, per nostræ diffinitionis sententiam terminandam. Si verò præfatus Episcopus infra mensem post factam sibi restitutionem nollet coram vobis super petitorio respondere, vos eum de contumacia punientes, Abbatissam in possessionem libertatis super præscriptis capitulis reducatis. Testes autem qui fuerint nominati, &c. nullis litteris, &c. Quod si non omnes, &c. duo vestrùm sublato cujuslibet contradictionis & appellationis obstaculo ea nihilominus exequantur. Datum Romæ apud Sanctum Petrum V. Kal. Februarii, Pontificatus nostri anno octavo.

Important à observer, que le Pape reserve à l'Abbesse le droit de contester sur le fond des droits mêmes cy-dessus pretendus par l'Évêque de Meaux pour la consecration des Autels, &c. & le Pape l'oblige de defendre à cet égard même sur les pretentions de l'Abbesse de Joüarre.

Cette Decretale est de 1206.

Dilectis filiis Sancti Justi Belvacensis Diœcesis, & Longipontis Abbatibus, & G. Archidiacono Suessionensi.

Significavit Nobis venerabilis frater noster Meldensis Episcopus, quòd cùm causam quæ inter ipsum ex una parte, & Abbatissam, Clerum & populum Iotrenses Meldensis Diocesis ex altera, super obedientiâ, procurationibus, & aliis quæ in Monasterio ejusdem loci & villa Iotrensi idem Episcopus sibi Diocesano jure competere asserebat, sub certâ formâ vobis duxerimus committendam, vos interlocutoriam protulistis, quod dictus Episcopus contra clerum & populum per litteras illas agere non valebat. Quare idem Episcopus vobis dari in mandatis à Nobis humiliter postulabat, ut eum tam contra Abbatissam quàm dictos clerum & populum audientes, in causa prædicta juxta prioris mandati nostri tenorem procedere ratione prævià curaretis. Cùmque dilectus filius magister P. Procurator Cleri & Populi Iotrensis se opponeret ex adverso, dilectum filium A. Subdiaconum & Capellanum nostrum ipsis dedimus auditorem. In cujus præsentiâ idem magister proponere procuravit, quòd cùm idem Episcopus contra Abbatissam, Clerum & Populum Iotrensem Litteras Apostolicas impetrasset de libertatibus vel privilegiis quæ ipsis à Sede Apostolica sunt indulta, quarum Episcopus ipse non erat ignarus, nullâ

Voila le sentiment des Commissaires.

penitus habitâ mentione, auctoritate illarum litterarum agere voluit contra eos, & propter contumaciam fecit in ipsos post appellationem ad Nos legitimè interpositam excommunicationis & interdicti sententias promulgari, quas postmodum venerabilis frater noster Cathalaunensis Episcopus, & dilectus filius Triumfontium Abbas auctoritate Apostolicâ relaxantes, partibus certum terminum quo se nostro conspectui præsentarent de mandato Sedis Apostolicæ præfixerunt. Cumque procuratores utriusque partis termino constituto fuissent in nostrâ præsentiâ constituti, procurator ipsius Episcopi contra Abbatissam intendens, nihil penitus contra Clerum & Populum proponere procuravit, unde ad suscitandam contra Clerum & Populum quam semel omiserat quæstionem admitti iterum non debebat Quia verò de præmissis Nobis non potuit fieri plena fides, vobis de communi partium assensu per Apostolica scripta mandamus, quatenus tam in Abbatissam quàm Clerum & Populum Iotrensem juxta commissionis vobis factæ tenorem ratione præviâ procedatis. Datum Romæ apud Sanctum Petrum Nonis Martii, Pontificatus nostri anno octavo.

Les Decretacles suivantes sont inserées dans les mêmes termes, dans le corps du Droit Canonique.

EX parte Abbatissæ ac Sororum Iotrensis Ecclesiæ extitit intimatum, quòd Meldensis Episcopus Commissionis occasione cujusdam (per Litteras) ad judices delegatos obtentæ (in quâ nulla mentio habebatur de ipsarum privilegiis, quæ illas, & earum Ecclesias, Clerum & Populum Iotrensem ad Apostolicam Sedem nullo mediante spectare declarant, quorum ipse non erat ignarus) eas incepit graviter molestare, obedientiam ab ipsis ac à Clero & Populo Iotrense subjectionem omnimodam requirendo: & infra.

Verum cum judices ipsas valde gravarent, ad appellationis beneficium convolarunt: & infra.

Il est fait mention dans le Rescrit adressé à l'Abbé de Longpont de ce qui s'étoit fait à Rome sur le Privilege de l'Abbaïe de Joüarre.

Sed judices appellationi non deferentes, nec fragilitati sexus compatientes, earum in Abbatissam excommunicationis & in Clerum & in Populum Iotrensem interdicti sententias protulerunt. Sanè cum nuntii Iotrensis Ecclesiæ prædicta & alia in nostrâ præsentiâ retulissent, privilegium nobis Apostolicum osten-

derunt, per quod Ecclesiam Iotrensem constabat ad Romanam Ecclesiam specialiter pertinere.

Nos autem eosdem nuntios propter appellationem prædictam diutius detinentes: quia tandem nullus apparuit idoneus responsalis, qui partem defensaret adversam, privilegium Apostolicæ Sedis Ecclesiæ Iotrensi concessum duximus innovandum: ita tamen, ut per innovationem ipsius, eidem Ecclesiæ non plus juris accrescat, quàm per privilegia prædecessorum nostrorum obtinuit: cum per hoc non novum ei concedere, sed antiquum jus conservare velimus.

Tit. de Excessibus Prælatorum Cap. 14.

Dilecta in Christo filia Abbatissa Iotrensis Nobis insinuare curavit, quòd cum Presbyteri & Clerici Iotrensis Ecclesiæ Meldensis diœcesis non consueverint proprium habere sigillum, nec sint unum corpus ita quod capitulum appellaretur: nihilominus contra voluntatem ipsius (quæ ipsorum caput est & Patrona) sigillum habere contendunt: Et infra.

Discretioni vestræ mandamus, quatenus si vobis constiterit ita esse, dictis Presbyteris & Clericis auctoritate nostra inhibeatis expreßè, ne præsumant vel de novo fabricare sigillum, vel uti eo, si fortè noviter fuerit fabricatum.

Decretale du Pape Gregoire IX.

Tirée du Titre de Arbitris, *aux Decretales.*

L'adresse est faite *Abbatissæ & Conventui Iotrensi.*

Cette Decretale prouve que depuis la composition faite entre l'Evêque & le Chapitre de Meaux, l'Abbesse & le Chapitre de Joüarre, l'Archevêque de Sens qui étoit alors le Metropolitain de

C*Um à Nobis petitur*, & infrà. *Ex parte vestrâ fuit propositum, quòd olim inter vos & Senonensem Archiepiscopum quæstione subortâ super eo quod idem Archiepiscopus asserens Monasterium vestrum Metropolitico jure sibi subesse, procurationes & res alias exigebat à vobis: Tandem in V. Sancti Angeli Diacon. Cardin. tunc Apostolicæ Sedis Legatum, à partibus concorditer compromisso, & promisso sub certâ pœnâ quòd arbitrio seu ordinationi ejusdem, vel duorum mediatorum, quos idem super hoc deputaret, præcisè parerent: Magister P. Capellanus noster, & L. Archidiaconus Senonensis, Mediatores,*

Mediatores, ab eodem super hoc deputati Legato, ordinando & definiendo causam hujusmodi terminaverunt..... Nos igitur, quod per prædictos Mediatores super hoc actum est, auctoritate Apostolicâ confirmamus.

l'Evêque de Meaux, voulut renouveller la contestation, qui fut encore terminée par l'autorité du même Cardinal Romain; Et la preuve que par cette Sentence, confirmée par le Pape Gregoire IX. en l'année 1230. la liberté du Monastere de Joüarre, & la jurisdiction de l'Abbesse de Joüarre fut entierement conservée, resulte de deux presomptions. La premiere est, qu'il n'est pas à presumer, qu'aprés ce qui avoit été decidé solemnellement cinq ans auparavant entre l'Evêque de Meaux & l'Abbesse de Joüarre, le Cardinal Romain ou ceux qu'il avoit delegué eussent voulu rien juger de contraire. La seconde est, que depuis le Jugement rendu il ne se trouve pas un seul acte par lequel on puisse établir, ny que l'Evêque de Meaux, ny l'Archevêque de Sens comme Metropolitain, ayent exercé aucun acte de jurisdiction dans le Territoire de Joüarre, & sur le Monastere.

Bulle du Pape Clement VII. confirmative des Privileges de l'Abbaïe de Joüarre.

Cette Bulle est de l'année 1525.

Clemens Episcopus, servus servorum Dei, dilectis in Christo filiabus, Abbatissæ & Conventui Monasterii Monialium Beatæ Mariæ de Iotro ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, Ordinis Sancti Benedicti Meldensis Diœcesis, salutem & Apostolicam benedictionem. Cùm à Nobis petitur quod justum est & honestum, tam vigor æquitatis, quàm ordo exigit rationis, ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum. Eapropter dilectæ in Domino filiæ nostræ justis postulationibus grato concurrentes assensu, omnes libertates & immunitates à prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus & Sedis Apostolicæ Legatis aliisque Prælatis Ecclesiasticis sive per privilegia vel alia indultas, & indulgentias vobis & Monasterio vestro rite concessas, nec non libertates & exemptiones sæcularium exactionum à Regibus & Principibus ac aliis Christi fidelibus vobis & Monasterio vestro rationabiliter indultas, sicut eas justè & pacificè possidetis, vobis & per vos eidem Monasterio vestro auctoritate Apostolicâ confirmamus, & præsentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis & communitionis infringere, vel ausu temerario contraïre. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incur-

Voila la confirmation de la Sentence du Cardinal Romain.

furam. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo vicesimo quinto. Id. Ianuar. Pontificatus nostri anno tertio. Signé *L. Bromchonius P. R°. G. Cabredo. Pro comp.* & sur le reply, *Io. Faiguoy.*

Sentence arbitrale du Cardinal Romain Legat en France, dont est appel comme d'abus, interjetté par M. l'Evesque de Meaux.

ROMANUS *miseratione divinâ Sancti Angeli Diaconus Cardinalis, Apostolicæ Sedis Legatus; Omnibus ad quos præsens scriptum pervenerit, in Domino salutem, & sanctæ dilectionis affectum. Noverit universitas vestra, quòd suborta inter venerabilem Fratrem P. Episcopum Meldensem ex parte una, & dilectos in Christo Abbatissam & Conventum, Clerum & Populum Iotrensem ex altera, super subjectione ipsius Monasterii & eorumdem Cleri & Populi materia quæstionis; idem Episcopus proposuit in jure libellum hujusmodi. Contra eos petit Meldensis Episcopus ab Abbatissa & Conventu Iotrensi, quòd sibi obediant tanquam suo Episcopo in visitationibus faciendis, in corrigendis excessibus, in cognitionibus causarum tam civilium quàm spiritualium quàm criminalium, quarum cognitio ad Episcopum Diœcesanum pertinet tanquam ad Iudicem Ecclesiasticum, & in decisionibus earumdem, & in his quæ ad cognitionem & decisionem pertinent, videlicet in veniendo ad citationes, recipiendo dierum assignationes, & in aliis quæ ad cognitionem & decisionem pertinent, & in observatione mandatorum suorum & statutorum suorum legitimorum, & processionibus faciendis Episcopo Meldensi quando post consecrationem suam primò accedit ad Ecclesiam earum, & in omnibus aliis ad jus Episcopale pertinentibus. Petit etiam quod Abbatissa in omnibus prædictis obedientiam ei repromittat, his exceptis in quorum possessione est idem Episcopus, & quorum possessio fuit ei adjudicata auctoritate Domini Papæ, videlicet in consecratione Altarium, dedicatione Ecclesiarum, velatione Virginum, ordinatione Clericorum, exhibitione procurationum, & pœnitentiis pro majoribus criminibus injungendis, de quibus ad præsens non agit, cùm sit in possessione eorumdem.*

Toutes les pretentions de l'Evêque de Meaux sont icy expliquées.

Explication des droits de l'Evêque de Meaux.

petit idem Episcopus, ut non impediant ipsum uti jurisdictione de cætero omnimodâ quam potest exercere in suis subditis Episcopus Diœcesanus in Clero & Populo Iotrensi. Petit à Clero Iotrensi Episcopus Meldensis, quòd sibi obediant tamquam suo Episcopo in visitationibus faciendis, in corrigendis excessibus, in cognitionibus causarum tam civilium quàm spiritualium quàm criminalium, quarum cognitio ad Episcopum Diœcesanum tanquam ad Iudicem Ecclesiasticum pertinet, & in decisionibus earumdem, & in his quæ ad cognitionem & decisionem pertinent, videlicet in veniendo ad citationes, recipiendo dierum assignationes, & in aliis quæ ad cognitionem pertinent; & ad executionem earumdem faciendam, & in observatione mandatorum & staturorum suorum legitimorum, & in omnibus aliis ad jus Episcopale pertinentibus, hoc excepto in cujus possessione est idem Episcopus, videlicet in ordinatione eorumdem. Petit Episcopus Meldensis à Populo Iotrensi, quòd sibi obediant tamquam suo Episcopo in corrigendis excessibus omnibus quorum correctio ad Episcopum Diœcesanum tamquam ad Iudicem Ecclesiasticum pertinet, & in cognitionibus causarum tam civilium quàm spiritualium quàm criminalium, quarum cognitio ad Episcopum Diœcesanum pertinet tamquam ad Iudicem Ecclesiasticum, & in decisionibus earumdem, & in his quæ ad cognitionem & decisionem pertinent earumdem, videlicet in veniendo ad citationes, recipiendo assignationes, & in aliis quæ ad cognitionem & decisionem pertinent, & ut sententias excommunicationis & interdicti ab Episcopo latas in ipsos observent, & obediant ei in omnibus aliis ad jus Episcopale pertinentibus. Quidquid autem idem Episcopus ab Abbatissâ & Conventu & Clero & Populo Iotrensi petit, petit, salvo jure addendi, minuendi, mutandi. Istis autem petitionibus Procurator Abbatissæ & Conventus, Cleri & Populi Iotrensis in hunc modum respondit. Dicunt Abbatissa & Conventus Monasterium Iotrense exemptum esse, & subesse immediatè Domino Papæ in omnibus, & proprietatem totius jurisdictionis Ecclesiasticæ in Monasterio Iotrensi nullo mediante ad Dominum Papam pertinere, & usum esse Monasterium longissimo tempore hâc libertate, sicut probabimus si necesse fuerit per privilegia & testes & instrumenta; & ideo dicunt Abbatissa & Conventus, quòd non tenentur obedire Episcopo Meldensi in

La pretention de l'Evêque pour l'exercice de la jurisdiction sur le Clergé & le Peuple de Joüarre.

L'Evêque explique ses pretentions dans toute leur étenduë.

Voicy où commence l'explication des pretentions contraires de l'Abbesse.

Voila un fait de possession de l'exemption bien articulé.

visitationibus faciendis, nec in alia re pro visitatione facienda, in excessibus corrigendis, in causarum civilium vel spiritualium vel criminalium cognitionibus, nec in decisionibus earumdem, nec tenentur venire ad citationes ipsius, nec recipere dierum assignationes, nec ejus mandata vel statuta observare, nec ei processionem facere quando primò accedit post consecrationem suam ad Ecclesiam Iotrensem, nec alias ei in aliquibus ad Episcopale jus pertinentibus, obedire. Item non tenetur ei Abbatissa super præmissis vel aliquo præmissorum vel aliqua re in mundo obedientiam repromittere. Quod autem dicit Episcopus seipsum esse in possessione quantùm ad pœnitentias pro majoribus criminibus imponendas, negat Abbatissa & Conventus ipsum esse in possessione. Aliorum verò articulorum in quorum possessione dicit se esse idem Episcopus, dicunt ipsum nullum jus habere in proprietate. Dicunt etiam Abbatissa & Conventus omnimodam justitiam Ecclesiasticam & forensem in Clero & Populo Iotrensi pertinere ad Abbatissam. Dicit Clerus Iotrensis quòd non tenetur obedire Episcopo Meldensi in visitationibus faciendis, in corrigendis excessibus causarum tam civilium quàm spiritualium quàm criminalium, quarum cognitio ad Episcopum Diœcesanum tamquam ad Iudicem Ecclesiasticum dicitur pertinere, nec in decisionibus earumdem, nec venire ad citationes ipsius, nec assignationes dierum accipere, nec mandata ejus observare, nec ei in aliquo obedire. Dicit Populus Iotrensis omnimodam justitiam ecclesiasticam & forensem in Populo pertinere ad Abbatissam Iotrensem, & ideo respondet pro se idem quod Clerus respondit pro se, & quod in nullo tenetur obedire Episcopo Meldensi. Hæc omnia respondent Abbatissa & Conventus, Clerus & Populus Iotrensis, salvis privilegiis Domini Papæ, & salvo jure Ecclesiæ Romanæ, & salvo jure addendi, minuendi, corrigendi & mutandi. Cùmque super his fuisset coram Iudicibus à Sede Apostolicâ deputatis diutius litigatum, tandem utraque pars tam super his de quibus actum extiterat, quàm etiam super omnibus aliis quæ quoquomodo poterant ratione proprietatis vel possessionis ad jus Episcopale lege Diœcesanâ, vel jure communi, seu alio quocumque jure spectare, commiserunt se judicio, definitioni seu ordinationi nostris sub his formis. Omnibus præsentes litteras inspecturis, P. Dei gratiâ Meldensis Episcopus, salutem in Domino. Noverit universitas vestra

Le fait de la possession de l'Evêque dénié.

Il n'avoit aucun droit de faire ce qu'il pretendoit avoir fait.

L'Abbesse articuloit sa jurisdiction.

Le Clergé & le Peuple de Joüarre soutenoient que toute la jurisdiction appartenoit à l'Abbesse.

Preuve que le procès n'avoit pas été entierement terminé au Petitoire.

En cet endroit le Compromis est raporté tout au long.

vestra, quod cùm inter nos ex una parte, & Abbatissa & Conventus, Clerus & Populus Iotrensis ex altera, super subjectione ipsius Monasterii & eorumdem Cleri & Populi tam ex petitorio judicio quàm possessorio quæstio verteretur, quòd Monasterium cum eisdem Clero & Populo nobis dicebamus pleno jure subjectum, nec non & omni jure subjectionis ad nos & successores nostros tamquam loci Diœcesanos lege Diœcesanâ spectare, & posse in ipso Monasterio, Clero & Populo Iotrensi habere procurationem, recipere visitationem, correctionem, & omnia jura Episcopalia exercere; quòd eadem Abbatissa & Conventus negantes, ipsum Monasterium, Clerum & Populum Iotrensem asserebat ad jus & proprietatem Ecclesiæ Romanæ nullo medio pertinere super præmissis & omnibus aliis quæ possent ad jus Episcopale pertinere; Decani & Archidiaconorum & Capituli nostrorum consensu, commisimus nos judicio, definitioni seu ordinationi venerabilis Romani Sancti Angeli Diaconi Cardinalis, Apostolicæ Sedis Legati, in ipsum tamquam in Legatum & Iudicem consentiendo, promittentes nos judicium, definitionem seu ordinationem ipsius in perpetuum observare, & nullo tempore contravenire, renuntiando omnibus Iudicibus, commissionibus, processibus & actis quæ nobis competebant vel competere possint in causa ista. In cujus rei testimonium, ad majorem præmissorum omnium firmitatem, præsentes litteras exinde confectas sigillo nostro duximus roborandas. Actum Meldis anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo quinto, mense Octobri. Omnibus præsentes litteras inspecturis, Decanus, Briensis & Meldensis Archidiaconi, totumque Ecclesiæ Meldensis Capitulum, salutem in Domino. Noverit universitas vestra nos litteras venerabilis Patris P. Meldensis Episcopi nostri sigillo signatas inspexisse, formam hujusmodi continentes: Omnibus præsentes litteras inspecturis, P. Dei gratiâ Meldensis Episcopus, &c. ut superiùs continetur. Nos igitur præscriptarum litterarum tenore diligenter inspecto, factum dicti Episcopi nostri in hac parte approbavimus & ratum habuimus, nostrum super præmissis omnibus impertientes assensum; in hujus itaque rei evidentiam sigilla nostra præsentibus duximus litteris appendenda. Actum Meldis Anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo quinto, mense Octobri.

Omnibus præsentes litteras inspecturis, Abbatissa & Conven-

L'Evêque convient que l'Abbesse, le Clergé & le Peuple de Joüarre pretendoient n'estre pas soumis à sa jurisdiction.

L'Evêque ne fait rien qu'aprês avoir pris le consentement de son Chapitre.

L'Evêque pour sortir d'affaires se départ de tous les actes qui pouvoient avoir esté faits jusqu'alors, afin que la question pût estre decidée par le fond du droit.

Le Chapitre de Meaux intervient dans le Compromis.

Voicy le Compromis passé par l'Abbesse, le Clergé, & le Peuple de Joüarre.

On convenoit du Cardinal Romain comme ayant jurisdiction à cause de sa qualité de Legat en France.

Preuve de l'execution de la Decretale *Dilecta de excessibus Prælatorum.*

Le Chapitre de Joüarre declare qu'il n'a point de sceau particulier.

Le Privilege a été encore exhibé.

tus, Clerus & Populus Iotrensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quòd cùm inter nos ex una parte, & venerabilem Patrem P. Episcopum Meldensem ex altera, super subjectione nostra tam petitorio judicio quàm possessorio quæstio verteretur. Cùm idem Episcopus assereret Iotrense Monasterium & nos pleno jure sibi subesse, nec non & omni jure subjectionis ad ipsum & successores ipsius tamquam loci Diœcesanum, lege Diœcesanâ spectare, & posse in ipso Monasterio à Nobis liberè procurationem recipere, visitationem, correctionem & omnia jura Episcopalia exercere, quod nos negantes, dictum Monasterium Iotrense asserebamus ad jus & proprietatem Ecclesiæ Romanæ nullo medio pertinere super præmissis & omnibus aliis quæ possint ad jus Episcopale spectare, commisimus nos judicio, definitioni seu ordinationi venerabilis Patris Romani Sancti Angeli Diaconi Cardinalis, Apostolicæ Sedis Legati, in ipsum tamquam in Legatum & Iudicem consentiendo, promittentes nos judicium, definitionem seu ordinationem ipsius in perpetuum servare, & nullo tempore contravenire, renunciando omnibus Iudicibus, commissionibus, processibus & actis quæ nobis competebant vel competere possent in causa ista. In cujus rei testimonium, ad majorem præmissorum omnium firmitatem, præsentes litteras exinde confectas, nos Abbatissa & Conventus sigillis nostris duximus roborandas. Nos verò Clerus & Populus, quia sigillum proprium non habemus, eisdem Abbatissæ & Conventus fidem volumus omnimodam adhiberi. Actum Meldis anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo quinto, mense Octobri. Nos autem rationibus utriusque partis diligenter auditis, inspectis Iotrensis Monasterii privilegiis, habito etiam super hoc cum viris prudentibus diligenti tractatu, pronuntiamus diffinimus & ordinamus quod Abbatissa & Conventus Monasterii Iotrensis Chrisma, Oleum sanctum, Consecrationem Altarium seu Basilicarum, Benedictiones Monialium, & Ordinationes Clericorum qui ad Ordines fuerint promovendi, à dicto Meldensi Episcopo & successoribus suis suscipiant, & non ab aliis, si quidem Catholicus fuerit & gratiam atque communionem Apostolicæ Sedis habuerit, & ea gratis & sine difficultate voluerit exhibere, alioquin liceat eis quemcumque voluerint Catholicum adire Antistitem, qui eis libenter exhibeat postulata. Quando verò Episcopus Meldensis ab eisdem

Abbatissa & Conventu propter hæc exequenda contigerit evocari, dictus Episcopus excipiatur honestè, cùm nullus teneatur secundùm Apostolum suis stipendiis militare. Cæterùm Abbatissa, à quocumque maluerit Episcopo, absque professione & promissione cujuslibet obedientiæ libere consecretur. In omnibus autem aliis dictum Monasterium Iotrense cum universo Clero & Populo villæ & Parochiæ Iotrensis sibi subjectis pronunciamus, definimus & ordinamus, ab omni jure & jurisdictione Episcopali & omnimoda subjectione Meldensis Ecclesiæ omnino liberum & exemptum. Ita quod in eisdem Monasterio & Clero & Populo prædictis seu personis aliquibus Monasterii, villæ & Parochiæ Iotrensis dictus Episcopus Ecclesiæ Meldensis, seu quæcumque alia Meldensis Ecclesiæ persona, nec procurationem eidem Episcopo aliquando à Sede Apostolica adjudicatam, nec aliud quodcumque præter præmissa sibi valeat aliquatenus vindicare. Salvis duobus modiis quos habet Episcopus in grangia de Trocy, quæ est Ecclesiæ Iotrensis, & cera Thesaurarii Meldensis, sanè ordinamus quod dicta Abbatissa & Conventus decem & octo modios bladi decimalis ad mensuram Meldensem, duas partes hivernagii, & tertiam avenæ annuatim Episcopo memorato suisque successoribus in perpetuum persolvent apud malleum infra Purificationem Beatæ Mariæ; & si decima ejusdem villæ ad dicti bladi persolutionem non sufficeret, residuum infra dictum terminum apud Trocy solveretur in decima quam ibi habet Ecclesia Iotrensis; ita quod si Bladum hujusmodi in aliquibus decimis Meldensis Diocesis Abbatissa & Conventus Iotrensis justo modo poterunt adipisci, Episcopus Contractui suum impartiri teneatur assensum, & ipsum Bladum taliter acquisitum accipiens, illo solo debeat esse contentus, ita quod tantumdem sibi valeat quantum valebit in locis superiùs annotatis; in decimis sane quæ sunt de feodo Episcopali, non tenebitur suum præstare consensum, si ipse vellet eas redimere; in his enim ipse Episcopus præferetur. Hanc autem Ordinationem partes ratam habuerunt, & expressè consenserunt in ipsam. Nos verò volentes ipsius ordinationis notitiam ad posteros pervenire, ut futuris temporibus inviolabiter observetur, præsentem paginam exinde confectam sigillo nostro duximus roborandam. Actum Meldis anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo quinto, mense Novembri, Pontificatus Domini Honorii Papæ III. anno decimo.

Voila l'indépendance de l'Abbesse de Joüarre de la jurisdiction de l'Evêque de Meaux bien nettement établie.

¶ On declare l'Abbesse de Joüarre, le Clergé & le Peuple de Joüarre exempts *ab omni jurisdictione & jure.*

Le Clergé & le Peuple de Joüarre sont aussi declarés estre soumis à l'Abbesse.

Le Monastere est entierement declaré exempt, le Clergé & le Peuple.

On établit pour l'Evêque de Meaux une redevance considerable sur l'Abbaïe de Joüarre, dont il n'a point d'autre Titre que cette Sentence.

Acquiescement par toutes les parties au Jugement du Cardinal Legat.

ARREST

Donné à l'Audience de la Grande Chambre sur les Conclusions de feu Mr l'Avocat General Talon, qui a confirmé l'exemption de l'Abbaïe de Joüarre.

Extrait des Registres de Parlement.

ENTRE les Religieuses, Abbesse & Convent de Joüarre, appellantes comme d'abus d'une Sentence donnée par l'Official de Meaux le 11. Janvier 1631. d'une part; & Maistre Pierre Milleton Prestre, Curé de Sameron, intimé d'autre, sans que les qualités puissent nuire ny préjudicier aux parties; Fremin Avocat pour les Religieuses de Joüarre, dit, que ses parties sont exemptes de la Jurisdiction de l'Evêque de Meaux: neanmoins sur la demande intentée par l'intimé Vicaire perpetuel de la Cure de Sameron, à ce que les Religieuses eussent à luy quitter, outre la portion congruë qu'il reçoit des menuës dixmes & novales, desquelles les parties sont en possession de tout temps immemorial, l'intimé & ses predecesseurs s'estant contentés d'icelle Sentence de l'Official de l'Evêque de Meaux, nonobstant le renvoy demandé par ses parties pardevant le Conservateur des Privileges Apostoliques de Sainte Geneviéve, a esté deboutté, qui est un appel comme d'abus, auquel il a conclu à ce qu'il soit dit, mal, nullement & abusivement jugé, procedé & ordonné, & que les appellantes seront conservées en leurs Privileges suivant autre Arrest. Cabart aussi Avocat de l'intimé dit, que sa partie est Curé, & non Vicaire perpetuel; pource que les Religieuses, encore qu'elles ayent la presentation de ladite Cure, nonobstant c'est l'Evêque qui confirme & le nomme Curé : dautant qu'elles n'ont droit de visite ny fonction, ou sous pretexte du droit de presentation les appellantes usurpent les menues dixmes & novales qui luy appartiennent, tout ainsi qu'il a esté jugé pour ceux qui sont Curés Primitifs. Plus l'action est réelle & petitoire, qui est la Jurisdiction de l'Evêque, tout ainsi que ceux qui sont privilegiés, ne pouvant en cette action faire évoquer ny retenir telle instance aux Requestes du Palais; ainsi le Con-

Il y avoit donc déja un Arrest precedent.

servateur

ſervateur n'en peut connoiſtre : partant ſoûtient que les appellantes ſont non-recevables en leur appel comme d'abus ; ſubordinément ſupplie le recevoir complaignant en cas de ſaiſine & nouvelleté, pour le trouble à luy fait ; Et leſdites Religieuſes repliquent par Fremin, que l'intimé n'eſt recevable en une complainte aprés qu'il a reconnu que ſes parties ſont en poſſeſſion. Ouïs enſemble Talon pour le Procureur du Roy, qui a dit que l'abus conſiſte en l'entrepriſe de juriſdiction de l'Official de Meaux, au préjudice du privilege des appellantes, lequel n'eſt beſoin revoquer en doute, pource qu'il eſt inſeré dans le Corps de Droit des Papes, reçu par Lettres Patentes de nos Rois, verifiées en la Cour ; ainſi l'Official n'a pu retenir la connoiſſance de la cauſe ; Dit que c'eſt une action petitoire, de laquelle les Eveſques ou leurs Officiaux doivent connoiſtre, & ont vu les Regiſtres de la Conſervation des privileges Apoſtoliques, qui leur ont eſté mis en leurs mains, par leſquels voyent que ledit Conſervateur a pris connoiſſance de petitoire des dixmes, c'eſt pourquoy adherant avec les appellantes : que quant à la complainte formée en l'Audience, elle n'eſt conſiderable aprés que l'intimé s'eſt pourvu, & reconnu la poſſeſſion eſtre du coſté des Religieuſes de Jouarre. LA COUR dit, qu'il a eſté mal, nullement & abuſivement procedé, jugé & ordonné par l'Official de Meaux : Ordonne que les parties ſe pourvoiront pardevant le Conſervateur des Privileges de Sainte Geneviéve, & ſans dépens. *Fait en Parlement le* 26. *May* 1631. Signé RADIGUE.

Mr Talon parle du reſpect qu'on doit avoir pour le Corps du Droi. reçu dans le Royaume.